



COMPTE RENDU SUR L'EXECUTION BUDGETAIRE 2^{ème} QUADRIMESTRE 2007

Objet : 2ème Revue quadrimestrielle des Dépenses Publiques – Exercice 2007

Date : 10/10/2007 Lieu : Salle de conférence – Plan Anosy

Présidents de séance - Mrs Le Secrétaire Général du MFB - et Le Directeur Général du Budget

Organisateur : La Direction de l'Évaluation et du Suivi Budgétaire de la Direction Générale du Budget

L'exercice budgétaire 2007 est la première année d'exécution budgétaire du MAP, aussi tous les départements ministériels doivent contribuer à sa mise en œuvre. Beaucoup de réformes se sont ensuivies surtout dans le cadre de la gestion des Finances Publiques afin de mener à bon escient la réalisation effective des programmes sectoriels définis. · En guise d'introduction, Mr Le Secrétaire Général a noté que l'objectif de la revue des dépenses publiques vise essentiellement à améliorer davantage le processus de l'exécution budgétaire.

A l'issue de l'audit effectué au niveau de la Direction Générale du Contrôle Financier, il a été recommandé de renforcer les dispositifs de suivi et de contrôle en matière de gestion de Dépenses publiques.

Cette amélioration doit répondre aux besoins des différentes étapes du processus budgétaire en allant de la conception, de la programmation, de l'exécution et au suivi budgétaire. · Ensuite, Mr Le Directeur Général du Budget a fait un bref rappel sur la 1ère revue quadrimestrielle 2007 et sur la préparation budgétaire 2008.

Un rappel sur l'exécution budgétaire 1^{er} quadrimestre 2007:

- Résultats financiers peu satisfaisants soit un taux d'engagement global de 29%
- Retard d'engagement en général dû au changement gouvernemental, entraînant un retard de mise en place de crédits
- Participation des Entités responsables dans la chaîne des dépenses publiques à la revue de l'exécution budgétaire (ARMP, Contrôle Financier et les Partenaires Techniques et Financiers);

- Poursuite des efforts en vue d'accélérer l'exécution budgétaire tout en respectant les disciplines budgétaires.

1-REALISATION BUDGETAIRE

Quant à la performance réalisée, Mr Le Directeur Général du Contrôle Financier a décrit la situation des engagements enregistrés pendant ces 2 premiers trimestres (8 mois 2007).

	Taux d'engagement prévu	Taux réalisé 2 ^{ème} quadrimestre
Période Dépenses	3 ^{ème} TRIMESTRE	8 MOIS
Solde	100 %	99,6 %
Hors Solde	71 %	60,3 %
Investissement	66 %	47,3 %
	Taux d'engagement global	62,7 %

Il a été constaté des retards d'engagement qui sont dus à :

- la nomination tardive des ORDSECs suite à la restructuration des certains Ministères;
- la présentation des dossiers de marché à la Commission Centrale des Marchés en cours (Mois de septembre –octobre 2007) ;
- l'insuffisance de crédits pour certaines dépenses obligeant les Ministères à procéder à l'aménagement de crédits;
- la non maîtrise du système ORACLE par certains ORDSEC d'où rejet de l'engagement
- la contribution des Ministères et Institutions au redressement de la Société JIRAMA.entraînant la réduction de crédits.

Enfin, cette intervention a été précédée de la présentation par Madame le Directeur de l'Exécution et de la Synthèse Budgétaire sur la réalisation des dépenses publiques au 2ème quadrimestre 2007 ;

- Le taux d'engagement global pour les 8 mois d'exécution est de 62,7 % soit 1 651,08 Milliards d'Ariary.

Par rapport à la Loi des Finances Initiale 2007, une augmentation de 22,23 Milliards d'Ariary en Investissements a été opérée par voie de décret N°2007-562 du 03/07/2007 portant complément de crédits en recettes et en dépenses du Ministère du Transport et du Tourisme et par décret N° 2007/727 du 25/07/2007 portant complément de crédits en recettes et en dépenses au niveau du Ministère auprès de la Présidence chargé de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire.

Par rapport au rythme de consommation de 8 mois, le taux de 62,7% avoisine le taux

d'engagement prévu dans la régulation de la Circulaire budgétaire, bien qu'il soit légèrement inférieur par rapport à la tendance annuelle (68 à 70% au 8 mois d'exécution budgétaire).

Ce retard a été dû à une faible performance du PIP qui est de 47,3%.

- Pour les Dépenses Solde :

Les crédits sont presque engagés en totalité et ne dépassent pas la régulation prévue dans la circulaire.

- Pour les Dépenses Hors Solde :

Le taux d'engagement 60,3% suit la tendance normale prévue dans la régulation pour le 2^{ème} et 3^{ème} Trimestres, taux compris entre 47 et 71%.

- Pour les Dépenses d'Investissements :

Le PIP affiche un taux d'engagement bas de 47,3% qui normalement devrait atteindre entre 60% à 70 % au stade actuel

En Financement Interne :

Il a été constaté une faible mobilisation des ressources en TVA et FCV enregistrant respectivement un taux d'engagement de 33,8% et de 15,4%.

Pour les TVA :

-7 ministères n'ont pas mobilisés leurs crédits avec un taux d'engagement zéro (Défense,- Justice, -Economie, Plan, Commerce,- FOP,- Sports,- Postes et Télécommunication,- Culture)

-Taux d'engagement TVA très faible inférieur à 15% pour 10 Ministères, entre autres, MENRS (9,22%) , MAEP (10,47%), MINSAN (14,29%), MDAT (7,85%), et autres

-Pour le cas du MTPM, ils sont au 5ème aménagement de crédits de TVA, il reste à trouver actuellement 25 Milliards Ariary pour leur permettre de payer les arriérés en TVA 2006 et les dépenses en cours

L'absence et le retard d'arrivée des pièces justificatives de dépenses en sont les causes

En Financement Externe :

En tout 49,1% du montant programmé est décaissé, ce taux est jugé insuffisant :

- La situation du décaissement arrêtée au Fin Août n'est pas exhaustive : certaines situations ne sont pas disponibles malgré la relance faite par le Service du MFB

Nota bene

- La performance générale de certains Ministères est marquée par des résultats mitigés voire contrastés entre la faible performance des projets à financement intérieur et l'apparente bonne performance des projets à financement extérieur :

Le MEPSPC a fait un taux de décaissement/ externe de 128,4% (décaissement pour un seul projet) contre un taux d'engagement/ interne de 1% donc un taux d'engagement global de 103,0%.

Le MINFOPTLS avec un taux de décaissement /externe de 37,1% contre un taux d'engagement /interne de 19,6% soit un taux d'engagement global de 148,1%.

- Il y a une très faible consommation en Autres Emprunts Publics : 6,6% de décaissement par rapport aux crédits programmés tels que : BADEA – BEI – IDA – OPEP. Le déblocage de ces financements prend de retard et n'est pas disponible.

Performance sectorielle :

- Les Secteurs Administratif et le Social ont enregistré de bonnes performances en matière d'exécution budgétaire avec un taux d'engagement respectif de 53,7% et de 51,4% :

Les Jeux des Iles de l'Océan Indien ont favorisé l'atteinte des objectifs du Ministère de la Jeunesse et des Sports

Sports

- Les Secteurs Infrastructures et Productif enregistrent un taux relativement faible soit 43 % en général dû essentiellement aux faits suivants :

Le redressement de la JIRAMA qui a affecté le budget de tous les Ministères

Les cyclones et les inondations en Février 2007 ont retardé les réalisations des travaux de construction

Le délestage continu dans certaines régions a entraîné des retards sur l'exécution des projets d'investissements publics

Par contre, le démarrage des projets (DYNATEC, QMM, PIC....) a eu des impacts majeurs sur la création d'emplois et rapporté des recettes fiscales et douanières additionnelles pour l'Etat.

2-SYNTHESE DE LA REVUE

2-1-LES POINTS SAILLANTS

- Dans l'ensemble la performance aux huit mois d'exécution budgétaire suit la tendance normale par rapport à la régulation des dépenses.

- Les dispositions de la Circulaire relative à la régulation des dépenses budgétaires sont respectées (pas de dépassement de l'engagement des dépenses).

- Les compétences des intervenants en matière d'exécution du budget de programme se sont améliorées.

- Une nette amélioration de la connaissance des procédures de passation des marchés publics a été constatée pour l'ensemble des opérateurs budgétaires.

2-2- LES PROBLEMES SOULEVES :

- Retard de lancement des Appels d'offres et de mise en œuvre du planning de passation des marchés publics dû à la modification de l'Avis Général de Passation de Marchés,
- Certains dossiers de marchés échappent au contrôle a priori de la Commission Nationale de Marchés
- Défaillance de certaines entreprises titulaires de marchés ;
- Perturbation de l'exécution due à la suspension des engagements et à la révision du plan d'engagement suivant la régulation des dépenses prévues par le circulaire N° 006-MFB/SG/DGB du 14 mai 2007,
- Contribution de l'Etat à la Société JIRAMA, objet du Circulaire n° 002-MFB/SG/DGB du 26 Juillet 2007 ; entravant le retard de réalisation des travaux ;
- Scission / fusion de certains Ministères impliquant le retard des procédures budgétaires, ainsi que le retard d'engagement dans l'attente de l'opération de basculement de l'ancienne à la nouvelle codification;
- Retard de la mise en place de nouvelle codification et retard dans la nomination des ORDSEC et GAC, pour certains ministères;
- Insuffisance de crédits et cumul des arriérés en TVA (cas du Ministère des Travaux Publics et de la Météorologie)
- Non maîtrise des outils de gestion budgétaire : logiciel ORACLE- SIIGFP;
- Changement de certains responsables du Ministère ;
- Absence de standardisation de services au niveau excentré

3-RECOMMANDATIONS :

Revue :

- Respecter la standardisation des documents de revue suivant le canevas proposé
- Envoyer les dits documents aux Partenaires Techniques et Financiers une semaine avant la tenue de la revue
- Respecter la durée de 15 mn d'intervention pour une meilleure présentation de la revue.
- Solliciter la participation active des partenaires techniques et financiers à la revue -Dix (10) bailleurs présents sur les vingt trois (23) invités) - lors de cette 2ème revue.

Exécution Budgétaire2007 :

- Suivre et respecter les dispositions réglementaires prévues dans la Circulaire budgétaire
- Accélérer le rythme d'engagement de crédits jusqu'à fin Novembre 2007

- Prioriser les dépenses compte tenu de l'insuffisance de crédits pour certains départements.

Exemple : Réalisation des travaux d'urgence supplémentaires avant la saison cyclonique, cas du MTPM ;

- Demander la contribution des Ministères à la dotation complémentaire en crédits TVA pour permettre au MTPM de faire face à ses impayés
- Organiser des séances de formations supplémentaires avec MFB à l'utilisation du logiciel ORACLE
- Renforcer la collaboration avec les responsables du Contrôle Financier et les partenaires Techniques et Financiers;
- Voir la possibilité de réviser le seuil de contrôle a priori des passations de marchés (CNM) et renforcer le contrôle a posteriori au niveau du Contrôle Financier
- Améliorer le système d'informations et les collectes des données des Ministères en collaboration avec le Contrôle Financier et les Partenaires Financiers ;

Budget 2008 :

- La préparation de la Loi de Finances 2008 doit se faire de la manière suivante :

- 1) Notification de l'enveloppe budgétaire 2008 aux Institutions/Ministères : Finalisation de la saisie avant le vendredi 12 octobre 2007;
- 2) Approche intégrée des Programmes régionaux du MAP dans le Budget National. La Loi des Finances 2008 prévoit 307 projets d'investissements exécutés au niveau régional;
- 3) Elaboration d'un plan d'engagement parallèlement au plan de décaissement des Bailleurs de Fonds pour que le Budget soit exécutable dès le début de l'exercice 2008;
- 4) Préparation avant le début de l'exercice 2008 l'arrêté de nomination des GAC et/ou des ORDSEC;
- 5) Priorisation de la régularisation des dépenses en TVA et DTI de l'exercice en cours pour une bonne programmation de ces contreparties pour 2008
- 6) Transmission de la répartition du Budget 2008 à la Direction de la Programmation et du Cadrage Budgétaire avec le plan d'engagement trimestriel.